



Séance du Comité Syndical du SMEP de la région de Jurançon du 23 octobre 2023

Le 23 octobre 2023, à 18 heures, le Comité du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon s'est réuni dans les locaux du SMEP à Jurançon, sur convocation de Monsieur le Président, publiée le 16 octobre 2023 et transmise par voie électronique le 16 octobre 2023, et sous la présence de ce dernier.

PRESENTS : M. BERNOS Michel, M. PATRIARCHE Nicolas, M. DUDRET Victor, M. RHAUT Jean-Christophe, M. MORA Pascal, M. NAHON André, Mme MARQUE Christine, M. COUTO Benoit, M. URBAN Jean-Claude, M. CABANNE Pascal, M. FAUX Jean-Pierre, M. MAUBOULES Patrick, M. PARIS Gérard, M. LASSALLE Philippe, M. POILLION Jean, M. MALO Serge, M. BERTRANINE-CHANQUET Serge, M. LESCUDÉ Frédéric, M. VERMESSE Bruno, M. BÉGUÉ Gérard, M. BORDENAVE Tony, M. LABAT Léopold, Mme JOUANINE Marie-Hélène.

ABSENTS EXCUSES : M. DAVANTES Jean-Charles (représenté par M. COUTO Benoit, délégué suppléant), M. CAPERET Alain, Mme DAUGAS Sylvie, M. MAZODIER Frédéric, M. CARRIQUIRY Gérard, Mme BELAYGUE Dominique, M. GAUZERE Guy, M. ROTH Patrick, M. CLAVERIE Didier, M. SOUDAR Denis, M. GERMAIN Eric, M. PEDEFLOUS Roger (représenté par M. LESCUDÉ Frédéric, délégué suppléant), M. BURON Patrick, M. DUMAS François, Mme HOURCADE-MEDEBIELLE Véronique (représentée par M. BORDENAVE Tony) M. RANGOTTE Pierre.

ABSENTS MAIS AYANT DONNÉ POUVOIR : M. BERNIARD Claude a donné pouvoir à M. BERNOS, M. POURTAU Xavier a donné pouvoir à M. LASSALLE, M. LACRABERE Francis a donné procuration à M. LABAT.

Secrétaire de séance : M. PARIS Gérard

Délibération n° 42 – Délibération portant sur les heures supplémentaires

Rapporteur : Monsieur PATRIARCHE Nicolas

Monsieur le Rapporteur présente le projet de gestion des travaux supplémentaires que peuvent être appelés à effectuer les agents.

Il appartient à l'organe délibérant de se prononcer sur la liste des emplois sur lesquels des travaux supplémentaires peuvent être effectués et sur les modalités d'indemnisations des heures complémentaires.

1 – Les bénéficiaires potentiels

Seraient concernés :

- ✓ les fonctionnaires stagiaires et titulaires ;
- ✓ les agents contractuels de droit public sur les mêmes bases que celles prévues pour les fonctionnaires assurant des missions de même nature et même niveau hiérarchique.

Pour rappel, seuls peuvent prétendre aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires les agents appartenant aux grades de catégorie C ainsi que ceux appartenant aux grades de catégorie B, et certains agents de catégorie A de la filière médico-sociale.

2 – Les emplois concernés

Les travaux supplémentaires pourraient être autorisés sur les emplois suivants de :

- ✓ responsable administratif et financier (cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux)
- ✓ animateur agricole (cadre d'emploi des techniciens territoriaux).

3 – Gestion selon le temps de travail

Le recours aux travaux supplémentaires donnant lieu à indemnisation est subordonné à la

présentation d'un décompte déclaratif des heures complémentaires et/ou supplémentaires effectuées précisant les horaires et le motif du dépassement d'heures.

3.1 – Les heures complémentaires

Les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire prévue pour leur poste de travail, mais qui ne dépassent pas la durée du cycle de travail défini pour le poste de travail applicable à un agent à temps complet sont des heures complémentaires.

La rémunération d'une heure complémentaire est déterminée en divisant par 1 820 la somme du montant annuel du traitement brut et, le cas échéant, de l'indemnité de résidence d'un agent au même indice exerçant à temps complet.

Les heures complémentaires ne feront pas l'objet d'une majoration.

Les heures réalisées au-delà de la durée du cycle de travail applicable à un agent à temps complet seront majorées selon les taux en vigueur.

3.2 – Les heures supplémentaires

Le nombre d'heures supplémentaires est limité à 25 heures par mois et leur rémunération s'effectuera conformément aux dispositions du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent être versées aux agents de catégorie B et de catégorie C.

Les agents autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel pourront être appelés exceptionnellement à effectuer des travaux supplémentaires dans la limite de : 25 heures x quotité de temps partiel. Elles seront rémunérées sans majoration.

Monsieur le Président rappelle que ces heures ne font pas l'objet obligatoirement d'un paiement mais peuvent être récupérées sur décision de l'autorité territoriale et en fonction des besoins du service. Ces modalités de compensation ne sont pas cumulables.

Il précise également que le choix de rémunérer les heures supplémentaires ou de les faire récupérer relève du pouvoir discrétionnaire de l'autorité territoriale.

Après avis du Comité Social Territorial Intercommunal lors de sa réunion en date du 27 avril 2023, le Comité syndical, après avoir entendu Monsieur le Rapporteur dans ses explications complémentaires, et après en avoir délibéré,

- | | |
|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CONSIDÉRANT | le Code Général de la Fonction Publique ; |
| CONSIDÉRANT | le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1 ^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions applicables à la fonction publique territoriale ; |
| CONSIDÉRANT | le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires et la liste des bénéficiaires proposée ; |
| CONSIDÉRANT | le décret n° 2020-592 du 15 mai 2020 relatif aux modalités de calcul et à la majoration de la rémunération des heures complémentaires des agents de la fonction publique territoriale nommés dans des emplois permanents à temps non complet ; |
| ADOpte | les conditions d'attributions et d'indemnisation proposées par Monsieur le Président ; |
| PRÉCISE | que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice ; |
| PRÉCISE | que les dispositions de la présente délibération prendront effet au plus tôt à la date de transmission au contrôle de légalité. |

Au moment du vote de la délibération :

En exercice : 39 Nombre de présents : 23 Pouvoirs : 3 Nombre de votants : 26

Vote – Pour : 26 / Contre : 0 / Abstention : 0

Fait à JURANÇON et délibéré, les jours, mois et an que dessus,
Pour extrait certifié conforme.

Signature du Président :
Michel BERNOS

Signature du secrétaire de séance :
Gérard PARIS


SYNDICAT MIXTE
DE PROPRIETAIRES
DE LA REGION DE JURANÇON

